



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 02 – Du 7 au 13 janvier 2022

## En bref

**Asie du Sud** : Publication du rapport *Global Economic Prospects* de la Banque mondiale.

**Bangladesh** : Objectif d'exportations de biens et services de 80 Mds USD en 2024.

**Bhoutan** : Déficit commercial de 39,7 Mds BTN (540 M USD) en seulement neuf mois.

**Inde** : *Indicateurs macro-économiques* : L'institut national statistique fixe la croissance du PIB pour l'exercice budgétaire 2021/22 à 9,2 % dans ses premières estimations préliminaires et une croissance de 8,6% de la valeur ajoutée. La SBI et Crisil prévoient une croissance du PIB de l'Inde de 9,5 % pour l'exercice 2021/22. L'IPC augmente à 5,6 % en décembre, son plus haut niveau au cours des six derniers mois. L'indice de la production industrielle fléchit à +1,4 % en novembre 2021 (contre 4% en octobre). L'Inde deviendra la troisième économie mondiale d'ici 2030 selon *IHS Markit*. *Finances publiques* : L'ICRA prévoit un déficit budgétaire consolidé de 10,4 % du PIB pour l'exercice 2021/22. Le DPIIT va présenter une politique d'IDE révisée pour faciliter la cession de LIC. *Secteur financier* : *IndiaTech* exhorte la ministre des Finances à réglementer les crypto-entreprises en Inde. *Politique commerciale* : L'Inde demande une réunion d'urgence du Conseil général de l'OMC pour discuter du paquet Covid. L'Inde et la Corée du Sud discutent des moyens d'accélérer les négociations commerciales. *Autres informations* : Urjit Patel, ancien gouverneur de la banque centrale indienne, nommé vice-président de l'AiIB. Cairn retire toutes les poursuites contre l'Inde. Le gouvernement central vise à créer 75 licornes supplémentaires en 2022.

**Maldives** : Promesse de subventions et signatures d'accords de coopération lors de la visite du ministre des affaires étrangères chinois.

**Népal** : Baisse de 65 % du trafic international de passagers via Katmandou.

**Pakistan** : Le Pakistan demande le report de la présentation du rapport de mission Article IV (6ème revue du programme EFF) au Conseil d'administration du FMI. Le FMI a peu apprécié cette demande de report de l'agenda. La nouvelle loi de Finances rectificative et l'amendement à la loi sur la banque centrale (SBP), toutes deux exigées par le FMI pour obtenir le prêt de 1 Md USD dans le cadre de l'EFF ont été approuvées par l'Assemblée nationale le 13 janvier à 10 heures du soir à six voix près. L'opposition a échoué à convaincre les partis alliés à Imran Khan que le projet de modification de la loi sur la SBP pourrait contribuer à tarir le financement du programme nucléaire militaire de se poursuivre. M. Tarin défend l'amendement sur la SBP de façon très paradoxale. Mais l'étape sénatoriale du projet de loi sur la SBP pourrait s'annoncer difficile.

**Sri Lanka** : Discussions sur la dette sri lankaise, annonce de subventions et accords de soutien lors de la visite du ministre des affaires étrangères chinois. Dégradation de la note souveraine de Sri Lanka par *Standard & Poor's*. Communiqué de *Moody's* sur le paquet de soutien économique de 1,1 Md USD.

## Asie du Sud

Publication du rapport *Global Economic Prospects* de la Banque mondiale

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, la Banque mondiale prévoit une croissance de 7,6 % en 2022 pour l'Asie du Sud, contre 7 % l'année précédente, grâce à la progression de la vaccination COVID-19 et à la reprise des secteurs à forte intensité de contacts.

Dans le détail, le taux de croissance de l'économie indienne pour l'exercice en cours et le prochain exercice sera plus marqué que celui de ses voisins immédiats, en raison de l'augmentation des investissements du secteur privé et des bénéfices tirés de la mise en œuvre des réformes en cours. La Banque mondiale a maintenu sa prévision de croissance du PIB de l'Inde pour 2021/22 à 8,3 % et a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB pour 2022/23 et 2023/24, respectivement à 8,7 % et 6,8 %.

L'économie du Bangladesh devrait connaître une croissance de 6,4% au cours de l'exercice 2021/22 et de 6,9% en 2022/23, selon le rapport, grâce à une amélioration de la demande intérieure et à la reprise des exportations. C'est également le cas pour le Bhoutan qui devrait connaître une croissance de 5,1 % au cours de l'exercice 2021/22, après une contraction de 3,7% en 2020/21. Le rebond aurait même été de plus forte ampleur sans les retards dans les projets d'infrastructure dus aux restrictions imposées à la main-d'œuvre migrante et la stagnation du secteur du tourisme.

Pour le Népal, l'institution multilatérale a maintenu ses prévisions à 3,9% pour l'exercice 2021/22 (contre 7% pour le gouvernement), tout en mettant en garde contre la pénurie de liquidités, les tensions inflationnistes et la propagation rapide du virus. Elle prévoit tout de même un taux de croissance de 4,7 % en 2022/23.

Au Pakistan, le PIB devrait augmenter de 3,4 % au cours de l'exercice 2021/22, et de 4 % au cours de l'exercice suivant, grâce à une compétitivité

retrouvée des exportations et à l'amélioration de la viabilité financière du secteur de l'énergie. Sri Lanka connaîtrait un ralentissement de sa croissance, ramenée de 3,3% en 2021 à 2,1% en 2022 alors que le pays fait face à une situation financière difficile provoquée par le tarissement des recettes d'exportation et touristiques.

Toutefois, la Banque mondiale a mis en garde contre un net ralentissement de la croissance mondiale cette année, en raison de la persistance des épidémies de Covid-19 et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. L'estimation de la croissance mondiale pour 2022 a été ramenée à 4,1 % en raison de l'augmentation des cas de Covid-19. Ces prévisions, établies avant la troisième vague de Covid sévissant actuellement en Inde, pèchent cependant par optimisme dans le cas de ce dernier pays et partant pour l'ensemble de la zone, l'Inde représentant quelque 80% du PIB de celle-ci.

	Exercice			Ecart (pp) Juin 2021	
	2020	2021	2022	2021	2022
Afghanistan	-1,9				
Bangladesh	3,5	5	6,4	1,4	1,3
Bhoutan	-2,4	-3,7	5,1	-1,9	0,1
Inde	-7,3	8,3	8,7	0	0,8
Maldives	-33,5	22,3	11	5,2	-0,5
Népal	-2,1	1,8	3,9	-0,9	0
Pakistan	-0,5	3,5	3,4	2,2	1,4
Sri Lanka	-3,6	3,3	2,1	-0,1	0,1

## Bangladesh

Le gouvernement affiche un objectif d'exportations de biens et services de 80 Mds USD en 2024

Le ministère du Commerce a présenté son plan triennal d'exportations 2021-2024 et affiche un objectif très ambitieux de 80 Mds USD de biens et services en 2024, qui correspond à une hausse de 57% par rapport à la cible fixée pour 2022. Le précédent objectif de 60 Mds USD en 2021 n'a pas été atteint, du fait de la pandémie, et l'exercice clos le 30 juin 2021 s'est soldé par un

montant de 45,39 Mds USD (dont 38,75 Mds USD de biens, en hausse de 15,1% sur 2020). La cible pour 2022 s'élève à 51 Mds USD.

## Bhoutan

Déficit commercial de 39,7 Mds BTN (540 M USD) en seulement neuf mois

En seulement neuf mois cette année, le pays a importé des marchandises d'une valeur de plus de 63,5 Mds BTN et exporté des marchandises d'une valeur de 23,7 Mds BTN, ce qui a entraîné un déficit commercial d'environ 39,7 Mds BTN (540 M USD). Le déficit commercial est plus élevé au terme des neuf premiers mois que pour les deux dernières années (18,8 Mds BTN en 2021 et 30 Mds BTN en 2020). La réduction de la production hydroélectrique (-12,7% au terme des huit premiers mois de l'exercice) explique en grande partie la réduction des exportations.

En 2020, le Bhoutan a exporté des marchandises pour une valeur de 48,3 BTN (dont 20,7 Mds BTN d'électricité) et en a importé pour une valeur de 66,6 Mds BTN.

Le solde bilatéral du pays avec son principal partenaire, l'Inde, représente à lui seul 78% du total du déficit (31 Mds BTN).

## Inde

### Indicateurs macro-économiques

L'ONS fixe la croissance du PIB pour l'exercice budgétaire 2021/22 à 9,2 % dans ses premières estimations préliminaires

Le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Inde devrait croître de 9,2 % en 2021/22, selon les premières estimations préliminaires publiées cette semaine par l'Office national des statistiques (ONS). La croissance prévue du PIB serait inférieure à l'estimation de 9,5 % de la Banque centrale, restée inchangée depuis le 21 juin. Il s'agirait néanmoins d'une forte reprise

après la chute de 7,4 % du PIB enregistrée en 2020/21.

Suivant l'optique des dépenses, la reprise de la croissance des investissements est attendue à 15 % pour l'exercice 2021/22 - un sommet décennal, par rapport à une contraction de 10,8 % en 2020/21. Si les dépenses d'investissement du gouvernement ont un rôle prépondérant à jouer, l'amélioration récente de l'utilisation des capacités, la solidité des bilans des entreprises, le faible niveau des taux d'intérêt et les incitations du gouvernement présageraient un retournement du cycle d'investissement du secteur privé pour l'exercice 2022/23. La consommation privée devrait croître de 6,9 % au cours de l'exercice 2021/22, contre une baisse de 9,1 % un an auparavant. Soulignant la nécessité de soutenir la reprise, la consommation restera inférieure de près de 3 % aux niveaux d'il y a deux ans, qui étaient eux-mêmes sur une trajectoire de ralentissement avant le début de la pandémie.

Dans un contexte de reprise des importations, l'économie ayant fait l'objet d'une demande comprimée pendant la deuxième vague d'infections, le déficit commercial devrait s'élever à 3,8 % du PIB, contre 1,2 % du PIB en 2020/21 et ce, malgré la vigueur des exportations.

### Et une croissance de 8,6% de la valeur ajoutée

L'Office national des statistiques prévoit que la valeur ajoutée augmentera de 8,6 % au cours de l'exercice 2021/22, après une contraction de 6,2 % observée en 2020/21. Le secteur agricole, qui a fait preuve de résilience lors des première et deuxième vagues de la pandémie, devrait connaître une croissance de 3,9 % au cours de l'exercice, après 3,6 % en 2020/21. Cela devrait permettre de maintenir la demande rurale, qui a montré quelques signes de fléchissement en raison du retard de la mousson et de son impact sur le calendrier des récoltes.

Le secteur industriel devrait porter la reprise post-pandémie, avec une croissance de 11,8 % contre une contraction de 7% pour 2020/21. La croissance dans les secteurs de la fabrication, des mines et de l'électricité a été estimée à respectivement 12,5 %, 14,3 % et 8,5 % en g.a.

Le secteur des services devrait croître de 8,2 % en 2021/22, contre une contraction de 8,4 % un an

auparavant. Au nombre de ceux-ci, le secteur du commerce, de l'hôtellerie, des transports et des communications devrait croître de 11,9 % en 2021/22, ce qui ne constitue qu'une reprise partielle par rapport à la chute de 18,2 % de l'année dernière. Le secteur des services financiers et immobiliers devrait connaître une croissance de 4 %, tandis que le secteur de l'administration publique et de la défense devrait enregistrer une croissance plus élevée de 10,7 % en 2021/22.

#### La SBI et Crisil prévoient une croissance du PIB de l'Inde de 9,5 % pour l'exercice 2021/22

Soumya Kanti Ghosh, conseiller économique en chef de la *State Bank of India* (SBI) – première banque du pays – prévoit que la croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 sera d'environ 9,5 %. Sa déclaration intervient un jour après la publication des premières estimations de l'Office national des statistiques pour 2021/22 (*voir supra*). Affirmant que l'estimation du NSO était prudente, M. Ghosh s'est dit confiant qu'il n'y aurait pas d'impact majeur sur l'activité économique, même si la hausse des infections devait avoir un impact sur la mobilité. Il estime que les chiffres du PIB pour 2021/22, tels que projetés par l'organisme statistique, seront revus à la hausse. Néanmoins, il convient d'indiquer que M. Ghosh se range dans la catégorie des économistes « optimistes », s'agissant des évolutions du cycle économique indien.

L'agence de notation Crisil a également maintenu sa prévision de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 9,5 %. Pour 2022/23, l'agence de notation prévoit une croissance du PIB de 7,8 %. Toutefois, le trimestre de mars 2022 aura un impact négatif en raison de l'augmentation de la diffusion du variant Omicron, impact qui pourrait être limité en cas de terme précoce de la pandémie.

#### L'IPC augmente à 5,6 % en décembre, son plus haut niveau au cours des six derniers mois

La hausse des prix de détail, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a atteint 5,6 % en décembre 2021, contre 4,9 % en novembre. Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré au cours des six derniers mois. L'inflation dans les zones

urbaines a augmenté à 5,8 %, contre 5,5 % en novembre 2021, et celle des zones rurales à 5,4 %, contre 4,3 %.

Le prix des denrées alimentaires, dont la pondération dans l'indice est élevée à 46%, a augmenté à 4,5 % en décembre (après 2,6 % en novembre) mais s'est contracté de 0,9% en g.m. L'autre composante volatile, celle du prix des carburants, dont la pondération dans l'indice est nettement plus faible (7%), poursuit son ralentissement à 11 %, contre 13,3 % en novembre, conséquence de la réduction des droits d'accise/taxes sur les prix de l'essence et du diesel entrée en vigueur en novembre.

L'inflation sous-jacente (hors prix des composantes alimentaires et des carburants) reflète bien la rigidité des prix, en se maintenant à 6,2% depuis trois mois. En g.m., la progression de l'inflation sous-jacente poursuit son ralentissement (+0,2% en décembre après +0,4% en novembre).

#### L'indice de la production industrielle fléchit à +1,4 % en novembre 2021 (contre 4% en octobre)

La croissance de l'indice de la production industrielle de l'Inde a fléchi pour atteindre son plus bas niveau en neuf mois, à 1,4 % en glissement annuel en novembre contre 4 % en octobre 2021 après révision (3,2% initialement) et une contraction de 1,6% en novembre 2020. Le secteur manufacturier (77,6% de l'indice) a enregistré une croissance de 0,9 % de sa production en novembre 2021. La croissance reste généralisée, 12 des 23 sous-groupes du secteur manufacturier ayant enregistré une hausse de la production. L'exploitation minière (14,4% de l'indice) a augmenté de 5%, tandis que la production d'électricité (8% de l'indice) a augmenté de 2,1%.

Sur une base mensuelle, l'indice de la production industrielle s'est contracté de 4,7 % en g.m. en novembre, ce qui est pire que la contraction moyenne saisonnière de 1,5 % habituellement observée au mois de novembre. L'expansion séquentielle s'est révélée extrêmement étroite en novembre, avec seulement 4 des 25 sous-secteurs de l'indice de la production industrielle affichant une expansion de la production en glissement mensuel. Il s'agit du pire résultat

depuis la deuxième vague de la Covid au début de l'année.

Par typologie de biens, la production de biens primaires (34% de l'indice) a augmenté de 3,5 % et celle de biens intermédiaires (17,2% de l'indice) de 2,5 %. La production de biens d'équipement (8,2% de l'indice) s'est contractée de 3,7 %, mais celle de biens d'infrastructure/construction a augmenté de 3,8 %. Parmi les biens de consommation, la production de biens durables a diminué de 5,6 %, tandis que celle de biens non durables a augmenté de 0,8 %. L'indice cumulé de la production industrielle entre avril et novembre 2021 a augmenté de 17,5 %, contre une baisse de 15,3 % enregistrée au cours de la même période l'année précédente.

#### L'Inde deviendra la troisième économie mondiale d'ici 2030 selon IHS Markit

Selon IHS Markit, le PIB nominal de l'Inde, mesuré en dollars, devrait passer de 2700 Mds USD en 2021 à 8400 Mds USD en 2030, ce qui en ferait la troisième économie mondiale. Actuellement, l'Inde est la septième économie mondiale, derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. IHS Markit a prévu une croissance du PIB réel de l'Inde de 8,2 % pour 2021/22 et de 6,7 % en 2022/23.

Pour rappel, le Centre for Economics and Business Research (CEBR), un cabinet de conseil britannique a fait une anticipation similaire en décembre, précisant que l'Inde détrônerait la France dès 2022 et le Royaume-Uni l'année suivante.

### Finances publiques

#### L'ICRA prévoit un déficit budgétaire consolidé de 10,4 % du PIB pour l'exercice 2021/22

Selon l'agence de notation, si le gouvernement n'atteint pas son objectif de désinvestissement pour l'exercice en cours (ce qui semble être le cas, en l'absence d'une amorce de privatisation de la compagnie d'assurances LIC), le solde budgétaire du gouvernement central pourrait atteindre 16 600 Mds INR (224,5 Mds USD), soit

7,1 % du PIB, dépassant ainsi l'objectif budgétaire de 6,8 % du PIB tandis que le déficit budgétaire des États fédérés est prévu à un niveau relativement modeste de 3,3 % du PIB. Le déficit budgétaire consolidé de l'Inde serait de 10,4 % du PIB en 2021/22.

En outre, compte tenu de l'incertitude liée à au variant Omicron, l'ICRA a mis en évidence deux scénarios de déficit budgétaire pour 2022/23 : un scénario de base, d'après lequel l'impact de la vague actuelle de Covid-19 serait limité au trimestre de mars 2022 et où il n'y aurait pas de nouvelle vague de Covid-19 en 2022/23. Un autre scénario est prévu, avec un prolongement de l'épidémie, y compris en 2022/23. Selon l'ICRA, dans le scénario de base, le déficit budgétaire du gouvernement central est estimé à 15 200 Mds INR, soit 5,8 % du PIB en 2022/23. Dans le cadre du scénario pessimiste, l'agence de notation prévoit un déficit budgétaire plus élevé de 17 900 Mds INR, soit 6,9 % du PIB.

#### Le DPIIT va présenter une politique d'IDE révisée pour faciliter la cession de LIC

Le département pour la promotion de l'investissement et du commerce interne (DPIIT), qui dépend du ministère du Commerce et de l'Industrie, apporte des modifications à la politique d'investissement direct étranger (IDE) afin de faciliter la privatisation partielle de la LIC, le plus gros assureur du pays, après avoir pris l'avis du ministère des Finances. Selon la politique actuelle en matière d'IDE, un plafond défini à 74 % des investissements étrangers sont autorisés dans le secteur de l'assurance. Toutefois, ces règles ne s'appliquent pas à la Life Insurance Corporation of India (LIC), qui est administrée par une loi LIC distincte.

Conformément aux règles du Securities and Exchange Board of India (SEBI), les investissements étrangers directs et indirects sont autorisés dans le cadre d'une offre publique. Cependant, la loi LIC n'autorisant pas les investissements étrangers, il est nécessaire d'aligner le projet d'introduction en bourse de la LIC sur les normes de la SEBI en ce qui concerne la participation des investisseurs étrangers. Le gouvernement central s'attend à ce que l'offre publique initiale soit lancée sur les marchés d'ici

mars 2022, bien que des inquiétudes aient été soulevées quant à un retard dans l'offre, l'évaluation de la compagnie d'assurance n'étant pas encore terminée.

## Secteur financier

### IndiaTech exhorte la ministre des Finances à réglementer les crypto-entreprises en Inde

IndiaTech, un représentant de l'industrie des start-up technologiques, a écrit à la ministre des Finances Nirmala Sitharaman pour lui faire part de neuf recommandations visant à réglementer les crypto-entreprises dans le pays. IndiaTech estime qu'il est essentiel que le budget de l'Union définisse clairement le régime fiscal autour des crypto-actifs, notamment leur méthode d'imposition. Il a été recommandé que le prochain Budget nomme et classe les crypto-monnaies comme des actifs numériques et non comme des devises, tout en leur accordant la reconnaissance d'actifs numériques.

## Politique commerciale

### L'Inde demande une réunion d'urgence du Conseil général de l'OMC pour discuter du paquet Covid

L'Inde a demandé la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil général de l'OMC ce mois-ci à Genève afin de délibérer sur l'ensemble des mesures proposées par l'organisme commercial mondial, y compris la proposition d'exemption de brevet, pour faire face à la pandémie dans un contexte d'augmentation des infections au coronavirus dans le monde. Se déclarant déçue de l'absence de progrès concernant la proposition d'exemption des ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) pour faire face à la pandémie, l'Inde a demandé que cette proposition soit incluse dans l'ensemble des mesures proposées par l'OMC.

### L'Inde et la Corée du Sud discutent des moyens d'accélérer les négociations commerciales

Le ministre du commerce et de l'industrie, Piyush Goyal, a rencontré le ministre sud-coréen du

commerce, Yeo Han-Koo. Ils ont discuté des moyens d'accélérer les négociations commerciales, y compris la mise à niveau prévue d'un accord de libre-échange (ALE) existant entre les deux pays. Les deux parties ont fixé un objectif de commerce bilatéral de 50 Mds USD d'ici 2030 (contre 19,4 Mds USD au terme des dix premiers mois de l'année 2021 et 20,7 Mds USD en 2019 selon les données du ministère du Commerce indien). Les deux parties ont également convenu de donner un nouvel élan aux discussions sur les négociations de mise à niveau de l'accord de coopération économique global (CEPA). En outre, elles encourageront les interactions interentreprises (B2B) sur le commerce et l'investissement entre les dirigeants industriels des deux pays.

## Autres informations

### Urjit Patel, ancien gouverneur de la banque centrale indienne, nommé vice-président de l'AIIB

La banque, lancée en janvier 2016, compte 105 membres approuvés dans le monde, dont le Népal. M. Patel, 58 ans, sera l'un des cinq vice-présidents de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), avec un mandat de trois ans. L'Inde est l'un des membres fondateurs de l'AIIB, avec le deuxième plus grand nombre de voix après la Chine. Elle est dirigée par l'ancien ministre chinois des finances, Jin Liqun. L'affectation de M. Patel à l'AIIB est considérée comme importante, car l'Inde est devenue son principal bénéficiaire en obtenant un financement de 6,7 Mds USD soit près d'un tiers des engagements totaux.

### Cairn retire toutes les poursuites contre l'Inde

La société britannique Cairn Energy a abandonné toutes les poursuites engagées contre le gouvernement indien et ses entités devant les tribunaux des États-Unis, de France et de Singapour. Elle a maintenant droit à un remboursement d'environ 79 Mds INR (1,1 Md USD) de taxes perçues pour faire respecter une demande d'impôt rétroactif.

Suite à l'accord conclu avec le gouvernement dans le cadre d'un litige vieux de sept ans sur le prélèvement d'impôts rétroactifs, la société - qui s'appelle désormais *Capricorn Energy PLC* - a retiré toutes les actions engagées pour obtenir le remboursement des impôts ordonné par un tribunal d'arbitrage international.

Le gouvernement avait initialement refusé d'honorer la sentence arbitrale de décembre 2020, mais en août 2021, il a présenté une loi visant à supprimer toutes les demandes d'impôts rétroactifs et à rembourser les sommes perçues, après avoir été confronté à la perspective de voir des actifs - allant des appartements utilisés par son personnel diplomatique à Paris aux avions d'*Air India* aux États-Unis - être saisis pour récupérer le remboursement dû.

#### [Le gouvernement central vise à créer 75 licornes supplémentaires en 2022](#)

Le ministre du commerce et de l'industrie, Piyush Goyal, a encouragé les startups indiennes et les acteurs de l'écosystème de l'innovation à s'efforcer de hisser le pays parmi les 25 premiers de l'indice mondial de l'innovation. Il leur a été demandé de travailler à la création de 75 licornes supplémentaires en 2022, en poursuivant sur la lancée de l'année dernière. Une licorne est une start-up privée, dont la valorisation est supérieure à 1 Md USD. Actuellement, le pays compte 82 licornes. Des discussions à ce sujet ont eu lieu lors de la session d'inauguration virtuelle de la semaine de l'innovation Startup India, qui vise à réunir les principales startups, entrepreneurs, investisseurs, incubateurs, entités de financement, banques, décideurs politiques et autres parties prenantes nationales et internationales. Elle promeut l'innovation, l'échange de connaissances sur le développement des écosystèmes de startups, le développement des capacités des écosystèmes entrepreneuriaux, la mobilisation des capitaux nationaux et internationaux et les opportunités d'accès au marché.

## Maldives

#### [Promesse de subventions et signatures d'accords de coopération lors de la visite du ministre des affaires étrangères chinois](#)

A l'occasion de la visite les 7 et 8 janvier du ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi, les parties maldivienne et chinoise ont signé 5 accords-clés : un accord qui permettra aux Maldiviens de voyager 30 jours en Chine sans avoir besoin de visa après la réouverture des frontières, un accord de coopération économique et technique prévoyant 63 M USD de subventions chinoises pour les Maldives dans des projets d'infrastructure et sociaux, une lettre d'échange concernant une étude de faisabilité pour la gestion et la maintenance du Pont de l'Amitié (inauguré en 2018 et construit sur financement chinois pour relier Malé, la capitale, à l'aéroport international), un contrat complétant un projet (évalué à 11,6 M USD) de dessalement de l'eau de mer au sein de micro-réseaux d'eau financé par la Chine dans 5 îles de l'archipel, un accord prolongeant l'activité d'un centre ophtalmique. La visite officielle a aussi été l'occasion de fêter les 50 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

## Népal

#### [Baisse de 65 % du trafic international de passagers via Katmandou](#)

Selon les données publiées par l'aéroport international de Tribhuvan, 1,4 M de voyageurs internationaux ont transité par l'aéroport en 2021, soit un manque à gagner s'élevant à 2,7 M de passagers par rapport à 2019. Les rotations d'avions sont également tombées à leur plus bas niveau en 15 ans, avec 11 760 décollages et atterrissages, soit une chute vertigineuse de 63,7 % par rapport aux chiffres de 2019. Pour rappel, selon l'Office du tourisme du Népal, le nombre de visiteurs étrangers entrés dans le pays l'an dernier s'est élevé à 150 962, contre 1,2 M d'arrivées enregistrées en 2019 soit un plongeon de 87 % par rapport à la dernière saison

complète avant la pandémie et un plus bas depuis 1977.

Sur une note plus positive, les responsables des compagnies aériennes affirment que les transporteurs nationaux ont davantage résisté à la Covid-19, le secteur ayant enregistré un record de 3,5 millions de passagers pour la première fois de l'histoire.

## Pakistan

### Forte progression de la Covid

Les nouveaux cas de Covid-19 au Pakistan augmentent de 46% en une journée. Le taux de positivité national s'établit à 6,1%. Le sud est le plus touché avec un taux de positivité à Karachi s'établissant à 20,2% (14% pour la province du Sindh qui recense 1733 nouveaux cas en 24 heures), Lahore 7,2%, Islamabad/Rawalpindi 4,3 %.

L'administration pakistanaise reste confiante face à la progression de la COVID : le pays venant de franchir le cap de l'administration d'au moins une dose d'un vaccin Covid-19 à plus de 100 M de personnes (près de 50% de la population). Sur ces 100 M de personnes, près de 75 M sont entièrement vaccinés, ce qui représente 33 % de la population totale et 49 % de la population la plus vulnérable à la COVID.

### Indicateurs de conjoncture

Le taux d'inflation s'établit à 12,3% en année glissante pour décembre 2021 (source *Pakistan Bureau of Statistics*), il dépasserait 13% en janvier 2022 (source : groupe de stratégie économique du Premier ministre).

Les réserves de la Banque centrale restent stables à 17,6 Mds USD par rapport au mois de décembre.

La parité USD-PKR reste relativement stable par rapport à décembre dernier : l'USD s'échange en *Intraday* à 176,38 PKR, mais les entreprises indiquent de fortes restrictions pour obtenir concrètement des dollars.

Le PSX, en légère hausse par rapport à décembre 2021 clôture le 14 janvier à 45 763 (contre une moyenne de 43 200 en décembre 2021).

### Croissance : vues divergentes sur la croissance entre la Banque mondiale et le Pakistan

La Banque mondiale laisse inchangées ses prévisions de croissance du PIB au Pakistan à 3,4% en 2021/22. L'objectif pakistanais consistait à atteindre 4,8% cette année fiscale, tandis que le ministère des Finances a publié un rapport en janvier qui établit la croissance pour l'année en cours à +5%. Le groupe de stratégie économique du Premier ministre estime, quant à lui, la croissance annuelle à 4,5 % pour l'exercice en cours.

### Le Pakistan demande le report de la présentation du rapport de mission Article IV (6<sup>ème</sup> revue du programme EFF) au Conseil d'administration du FMI

Le Conseiller économique du Premier ministre, M. Tarin, avait promis avant la tenue du Conseil exécutif du FMI à Mme Kristalina Georgieva dans sa lettre du 17 décembre dernier) le vote des projets de loi de finances rectificative (techniquement prête depuis le début décembre 2021) et de la loi modifiant le statut de la Banque centrale (State Bank of Pakistan) devant garantir la véritable indépendance de la Banque centrale vis-à-vis de l'Etat.

Comprenant que les manœuvres de l'opposition allaient empêcher un vote rapide de ces lois, le Conseiller économique du Premier ministre, M. Tarin, a demandé un report au 28 ou au 31 janvier 2022 du *Conseil d'administration du FMI* qui devait avoir lieu le 12 janvier.

### Le FMI a peu apprécié cette demande de report de l'agenda

M.Tarin indique qu'en échange de cette faveur, le FMI a demandé *la renégociation de son programme de prêts*. M. Tarin a indiqué à l'Assemblée nationale pakistanaise qu'il avait refusé cette approche, craignant qu'on ne lui impose de nouvelles conditions de prêt.

Dans la foulée de la demande pakistanaise de report, le FMI a décidé de remplacer Ernesto Rigo, le chef du programme Pakistan à

Washington, pour le nommer directeur-pays au Liban. Pour le FMI, ce changement de responsable du dossier annonce vraisemblablement la *nomination d'un cadre plus intransigeant que son prédécesseur*.

La nouvelle loi de Finances rectificative et l'amendement à la loi sur la banque centrale (SBP), toutes deux exigées par le FMI pour obtenir le prêt de 1 Md USD dans le cadre de l'EFF ont été approuvées par l'Assemblée nationale le 13 janvier à 10 heures du soir à six voix près

La presse évoque une pression du FMI pour augmenter la fiscalité indirecte jusqu'à 17%, et essentiellement les taxes à l'importation, alors que le ministère des finances et le FBR (Trésor public) ont choisi la solution de facilité en épargnant les dix millions de foyers fiscaux susceptibles de payer l'IR et en misant sur les taxes à l'importation et sur la TVA non récupérable.

A ce stade, il apparaît que trois secteurs font particulièrement les frais de la loi de finances rectificative. A savoir : (i) les matériels aidant à la transition écologique (voitures électriques, panneaux solaires); (ii) les ingrédients servant à l'industrie pharmaceutique; (iii) le niveau de taxes des tracteurs et autres machines agricoles passe également de 4 ou 8% précédemment à 17% (12,5% pour les véhicules électriques construits en CBU).

L'amendement à la loi sur la SBP, qui n'est pas rendu publique à ce stade, serait entièrement conforme aux préconisations du Fonds, à savoir, le mandat des Gouverneur et vice-Gouverneur (qui ne peuvent pas être de double nationalité) de la Banque centrale, porté de 3 à 5 ans; ils mènent une politique indépendante du Gouvernement et ne peuvent pas être sanctionnés par le Parlement ou par le Gouvernement pour avoir failli à leurs objectifs.

L'opposition a échoué à convaincre les partis alliés à Imran Khan que le projet de modification de la loi sur la SBP pourrait impacter le financement du programme nucléaire militaire

Le verbatim des discours parlementaires des trois derniers jours consacrés en grande partie au projet de modification de la loi sur la SBP fait

référence à «l'impossibilité du programme nucléaire de disposer d'un compte hors budget de l'Etat, sur la SBP, qui permet d'abonder financièrement le programme nucléaire».

M. Tarin défend l'amendement sur la SBP de façon très paradoxale

Pour défendre l'amendement accordant plus d'autonomie à la SBP, Shaukat Tarin a déclaré que la Banque d'État serait régie par le conseil des gouverneurs et que le gouvernement pakistanais aurait les pleins pouvoirs pour gouverner la Banque d'État.

Mais l'étape sénatoriale du projet de loi sur la SBP s'annonce difficile

Le projet d'amendement à la loi sera prochainement transmis à la Commission sénatoriale des finances, des revenus et des affaires économiques qui est dirigé par Talha Mehmood, un islamiste du Jamiat Ulema-e-Islam Fazal clairement situé dans l'opposition.

## Sri Lanka

Discussions sur la dette sri lankaise, annonce de subventions et accords de soutien lors de la visite du ministre des affaires étrangères chinois

Le ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi était en visite à Sri Lanka entre le 8 et le 9 janvier. A cette occasion, la partie sri lankaise a évoqué une restructuration de la dette de Sri Lanka détenue par la Chine et plaidé pour l'obtention d'un nouveau prêt chinois concessionnel. Les deux pays ont par ailleurs signé quatre accords portant sur une subvention de 125 M USD, une opération de rénovation du centre de conférence commémoratif international de Bandaranaike (« cadeau » de la République populaire de Chine à Sri Lanka construit en 1973), la fourniture d'ambulances disposant de matériel d'examen des maladies du foie et de 1 996 unités d'habitation pour des familles à faible revenus à Colombo. Wang Yi a par ailleurs appelé à la relance des négociations sur l'accord de libre-échange entre la Chine et Sri Lanka et, dans une allusion à l'Inde, souligné

qu'aucune tierce partie ne devait interférer dans les relations entre les deux pays.

#### Dégradation de la note souveraine de Sri Lanka par Standard & Poor's

S&P Global a dégradé le 12 janvier la note de la dette souveraine à long terme en devises étrangères de Sri Lanka, qui passe de CCC+ avec perspective négative à CCC avec perspective négative. La dégradation reflète un risque de défaut plus élevé, eu égard à la détérioration continue de la capacité de Sri Lanka à maintenir des ressources en devises étrangères (à 3,1 Mds USD fin décembre 2021, soit moins de deux mois d'importations, suite à l'activation d'une ligne de swap avec la Chine de 1,5 Md USD) suffisantes pour faire face au service de la dette externe (6,9 Mds USD en 2022) et au déficit du compte courant. S&P signale par ailleurs le risque que la pandémie fait peser sur la reprise économique, et le poids que représente pour les finances publiques le plan de soutien de 1,1 Md USD décidé par le gouvernement début janvier. S&P prévoit pour 2022 une croissance de 2,2%, après 3% en 2021 et un déficit budgétaire de 9,8% du PIB (contre 8,8% visés par le gouvernement) après 11,1% en 2021. La dégradation de la note souveraine fait suite à celles de Fitch en décembre 2021 (CC) et de Moody's en octobre 2021 (Caa2, perspective stable).

#### Communiqué de Moody's sur le paquet de soutien économique de 1,1 Md USD

Moody's s'est prononcé le 6 janvier sur le paquet de soutien au pouvoir d'achat décidé par le

gouvernement sri lankais à la rentrée, en retenant l'hypothèse de son financement par des réaffectations budgétaires (5,9% des dépenses prévues dans le budget 2022) exclusivement.

Moody's juge qu'il peut contribuer à la reprise économique et soutenir la demande, alors que la population est victime d'une forte hausse des prix (l'inflation atteignait 12,1% en g.a. en décembre), mais qu'il réduit du même coup la possibilité d'une consolidation budgétaire et d'une maîtrise de la dette, dans un contexte où les marges de manœuvre en l'espèce sont déjà fortement réduites par la part importante des recettes (60 à 70%) habituellement affectées aux paiements des intérêts de la dette.

Moody's juge du même coup d'autant plus limitée la possibilité d'atténuer un possible choc économique futur dans le cadre actuel, alors que le variant Omicron menace la reprise, en particulier touristique, ce qui fait à son tour courir le risque d'un futur dérapage budgétaire. L'agence de notation rappelle dans le même communiqué ses prévisions économiques pour 2022 : un déficit budgétaire à 9-10% (dépassant nettement les 8,8% retenus dans le budget 2022, du fait de recettes qu'elle juge surestimées), une croissance autour de 5% (contre 4 à 5% en 2021), et une dette publique à 108% du PIB à la fin de l'année (contre 101% fin 2020, et alors que le gouvernement vise 75% en 2025).

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Caa2	Stable	CCC	Négative	CCC	-	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Responsable de la publication :** Service économique régional de New Delhi  
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :  
Crédits photo :

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)  
© DG Trésor